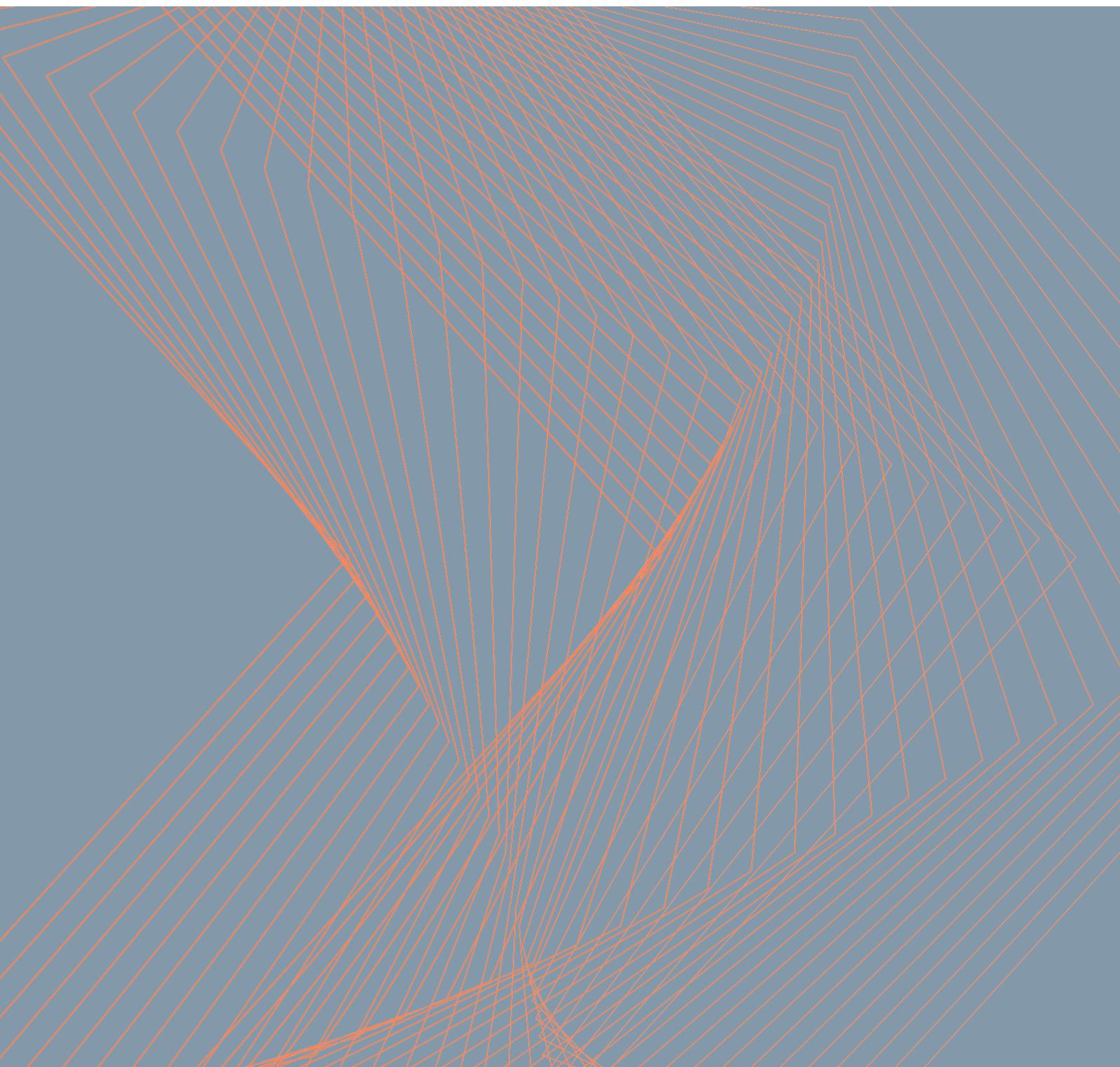




RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2020



MERSEN

Rapport financier semestriel 2020

	page
1 Rapport de gestion	3
2 Comptes consolidés	9
3 Annexes	17
4 Rapport des Commissaires aux comptes	31
5 Attestation du responsable	33

1 RAPPORT DE GESTION

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La crise sanitaire et économique a touché tous les pays dans lesquels le Groupe opère : la pandémie a commencé à produire des effets sur notre activité en Chine à partir de la deuxième quinzaine de janvier, avant de s'accroître rapidement dans le monde entier en février, le virus se propageant d'une région à l'autre et générant de plus en plus de mesures gouvernementales de sécurité pour limiter sa propagation.

Durant cette période, la priorité du Groupe a été d'assurer la continuité des opérations tout en veillant à la santé et la sécurité des collaborateurs dans le cadre des législations locales. Cela s'est traduit par un fonctionnement ralenti sur certains sites, l'arrêt temporaire de certains ateliers, et des périodes de chômage partiel.

A fin juin, l'ensemble des sites de Mersen dans le monde sont opérationnels, certains d'entre eux fonctionnant à capacité restreinte en raison d'une demande réduite.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Chiffre d'affaires

Mersen réalise au premier semestre 2020 un chiffre d'affaires consolidé de 430 millions d'euros, en repli organique de 13,4 % par rapport à la même période de l'année dernière. En tenant compte des effets de change et de l'intégration des sociétés acquises en 2019 ou début 2020, la décroissance est contenue à 11,1 %.

La baisse a atteint près de -23 % aux mois d'avril et mai, au pic de la crise. Durant cette période, les sites du Groupe ont été impactés à différents niveaux ; cependant 85 % d'entre eux sont restés opérationnels.

Au global, les marchés de développement durable ont mieux résisté, avec une décroissance limitée à -3 %, contre -20 % pour les autres marchés. En particulier les ventes à l'industrie aéronautique (moins de 6 % du chiffre d'affaires total) ont baissé de 24 % au premier semestre (37 % au second trimestre).

en millions d'euros	S1 2020	S1 2019	Croissance organique	Effet de périmètre	Effet de change	Croissance publiée
Advanced Materials	248,2	278,1	-14,3 %	3,9 %	-0,4 %	-10,8 %
Electrical Power	181,8	205,6	-12,2 %		0,8 %	-11,5 %
Europe	149,0	167,0	-16,3 %	5,8 %	-0,2 %	-10,8 %
Asie-Pacifique	125,9	130,3	-3,5 %	0,7 %	-0,5 %	-3,4 %
Amérique du Nord	142,2	166,7	-16,5 %	0,1 %	2,0 %	-14,7 %
Reste du Monde	12,9	19,7	-28,8 %	0,9 %	-8,8 %	-34,1 %
GROUPE	430,0	483,7	-13,4 %	2,2 %	0,1 %	-11,1 %

Les ventes du pôle **Advanced Materials** s'élèvent à 248 millions d'euros, en repli organique de 14,3 % sur la période. Avec l'apport d'AGM Italy acquis en novembre 2019 et GAB Neumann en mars 2020, le retrait s'élève à -10,8 %. Le marché des énergies renouvelables reste bien orienté, tandis que les marchés des industries de procédés, de l'aéronautique et de la chimie sont en net repli.

Les ventes du pôle **Electrical Power** sont de 182 millions d'euros ce semestre, en repli de 12 %. Le marché des industries de procédés souffre du ralentissement économique, en Europe comme en Amérique du Nord. La distribution électrique aux Etats-Unis, affectée aux mois d'avril et mai, affiche une nette amélioration au mois de juin. Le marché de l'électronique de puissance affiche une légère croissance du fait d'un niveau d'activité peu élevé l'année dernière.

En **Europe**, la situation s'est dégradée aux mois d'avril et mai, en raison de mesures de confinement prises dans chaque pays et du ralentissement de l'économie. Les secteurs les plus touchés sont l'aéronautique et les industries de procédés. La tendance s'améliore en fin de trimestre.

En **Asie**, la Chine et la Corée du Sud affichent des croissances significatives de plus de 8 %, tirées par les énergies renouvelables et les semi-conducteurs. La situation en Inde est, en revanche, marquée par le confinement au 2^{ème} trimestre, affectant notablement le niveau d'activité.

Enfin, en **Amérique du Nord**, la situation s'est dégradée au 2^{ème} trimestre, principalement dans les industries de procédés. La situation est plus favorable au mois de juin.

EBITDA et résultat opérationnel courant

En millions d'euros	S1 2020	S1 2019
Résultat opérationnel courant	34,7	53,6
en % du chiffre d'affaires	8,1 %	11,1 %
Amortissements	27,2	25,4
EBITDA	61,9	79,0
en % du chiffre d'affaires	14,4 %	16,4 %

L'EBITDA du Groupe s'élève à 61,9 millions d'euros (14,4 % du chiffre d'affaires), un retrait de près de 22 % par rapport à l'année dernière, ou -200 points. Les amortissements sont en hausse, en lien avec la croissance des investissements industriels ces 2 dernières années.

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'élève à 34,7 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une marge opérationnelle courante de 8,1 % du chiffre d'affaires, en repli par rapport au 1^{er} semestre 2019 (11,1 %).

Analyse sectorielle (hors frais de holding)

En millions d'euros	Advanced Materials (AM)		Electrical Power (EP)	
	S1 2020	S1 2019	S1 2020	S1 2019
Chiffre d'affaires	248,2	278,1	181,8	205,6
EBITDA	50,2	59,2	19,3	27,5
en % du chiffre d'affaires	20,2 %	21,3 %	10,6 %	13,4 %
Résultat opérationnel courant	31,7	41,6	11,3	20,3
en % du chiffre d'affaires	12,8 %	15,0 %	6,2 %	10,0 %

Le résultat opérationnel courant du pôle **Advanced Materials** atteint 31,7 millions d'euros, soit une marge opérationnelle courante de 12,8 % du chiffre d'affaires, contre 15 % pour la même période en 2019. Cette baisse s'explique principalement par un effet volume négatif. Les prix ont été légèrement favorables.

Le résultat opérationnel courant du pôle **Electrical Power** s'élève à 11,3 millions d'euros, soit une marge opérationnelle courante de 6,2 % du chiffre d'affaires (10 % au 1^{er} semestre 2019). Le pôle est impacté par un effet volume négatif et par des coûts de développement liés au véhicule électrique plus importants que l'année dernière. De plus, la flexibilisation des coûts a été difficile en raison de la fermeture temporaire de sites importants (Mexique, Tunisie, Inde) sans subventions.

En millions d'euros	S1 2020	S1 2019	Evolution
Chiffre d'affaires consolidé	430	483,7	-11 %
Marge brute	130,4	152,7	-15 %
en % du chiffre d'affaires	30,3 %	31,6 %	
Charges commerciales et autres	(38,5)	(41,0)	-6 %
Frais administratifs centraux et de recherche	(56,5)	(57,4)	-2 %
Amortissement du goodwill	(0,7)	(0,7)	
Résultat opérationnel courant	34,7	53,6	-35 %
en % du chiffre d'affaires	8,1 %	11,1 %	

La baisse de la marge brute est en ligne avec la baisse des volumes.

Face à cette crise sans précédent, le Groupe a mis en place rapidement un contrôle strict des coûts opérationnels ; il a bénéficié en outre de mesures liées au chômage partiel, principalement en Europe et aux Etats-Unis. Environ 10 % des salariés ont été concernés par le chômage partiel en avril et mai. Les surcoûts liés à la crise (mesures sanitaires, EPI, logistique) ont représenté moins de 1 % du chiffre d'affaires sur le semestre.

La réduction des charges commerciales et administratives s'explique par l'arrêt des déplacements professionnels au cours du 2^{ème} trimestre et la baisse très sensible des dépenses de fonctionnement. En revanche, les frais de R&D sont en hausse de près de 7 % à périmètre et changes constants, le Groupe ayant décidé en 2020 de comptabiliser en charge les frais de développement liés au marché du véhicule électrique.

Résultat net

Le résultat net de la période s'élève à 17,8 millions d'euros, contre 33,7 millions d'euros l'année dernière.

En millions d'euros	S1 2020	S1 2019
Résultat opérationnel courant	34,7	53,6
Charges et produits non courants	(4,9)	(3,2)
Résultat opérationnel	29,8	50,4
Résultat financier	(6,1)	(6,1)
Impôts courants et différés	(5,9)	(10,6)
Résultat net de la période	17,8	33,7
- Part du Groupe	16,3	32,8

Les charges et produits non courants s'élèvent à -4,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020 et correspondent à des coûts d'acquisition dont des frais de démarrage du site de Columbia et des provisions pour litiges.

Le résultat financier net de Mersen atteint - 6,1 millions d'euros ce semestre, en ligne avec le montant au 30 juin 2019.

La charge d'impôt s'élève à 5,9 millions d'euros pour le semestre, soit un taux effectif d'impôt de 25 % contre 24 % au 1^{er} semestre 2019.

CASH ET ENDETTEMENT

Tableau simplifié des flux de trésorerie

En millions d'euros	S1 2020	S1 2019
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du BFR	59,0	77,5
Variation du besoin en fonds de roulement	(20,7)	(46,0)
Impôts sur le résultat payés	(3,6)	(5,3)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	34,7	26,2
Flux de trésorerie des investissements industriels	(24,0)	(19,0)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles après investissement industriels	10,7	7,2
Variation de périmètre et acquisition d'actifs	(7,2)	(12,0)
Paievements locatifs	(6,5)	(6,5)
Intérêts payés	(4,4)	(4,0)
Autres flux (dont rachat d'actions)	(4,6)	(1,1)
Flux de trésorerie net avant opérations de financement	(12,0)	(16,4)

Les activités opérationnelles ont généré ce semestre un flux de trésorerie de près de 35 millions d'euros. Ce flux intègre une augmentation du besoin en fonds de roulement de 21 millions d'euros liée principalement à la saisonnalité (46 millions d'euros au 1^{er} semestre 2019). Le taux de BFR s'établit à 28 % du chiffre d'affaires, en augmentation par rapport à l'année dernière. Ce taux est mécaniquement élevé car calculé sur la base du chiffre d'affaires du deuxième trimestre, anormalement faible en raison des mois d'avril et mai. Le Groupe a par ailleurs constitué des stocks importants, d'une part pour traverser la crise et d'autre part pour anticiper les transferts d'usines prévus. En raison de la crise, le Groupe a renforcé le suivi des stocks et des créances clients. A fin juin, le taux de retard sur les créances client est en ligne avec celui de décembre 2019.

Les investissements industriels s'élèvent à 24,0 millions d'euros. Ils concernent pour les trois-quarts le pôle Advanced Materials, en particulier les projets de croissance spécifiques du Groupe, comme la mise en route du site de Columbia (Etats-Unis) et l'augmentation des capacités pour le marché des semi-conducteurs SiC.

Le flux lié aux variations de périmètre (7 millions d'euros) correspond à l'acquisition de la société GAB Neumann en Allemagne.

Les autres flux intègrent le rachat de 200 000 titres Mersen sur le marché entre mars et avril 2020 pour un total d'environ 3,7 millions d'euros, en vue de couvrir les plans d'actions pour les salariés.

En conséquence, le flux de trésorerie avant opérations de financement est de -12,0 millions d'euros. Il était de -16,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2019.

Bilan

	30 juin 2020	31 déc. 2019
Endettement financier net total (en millions d'euros)	228	218
Endettement financier net / EBITDA ⁽¹⁾	2,0	1,5
Endettement financier net / fonds propres ⁽¹⁾	39 %	37 %

(1) Ratio calculé selon la méthode des covenants des financements confirmés de Mersen.

A fin juin, l'endettement financier net du Groupe atteint 228 millions d'euros, contre 218 millions d'euros à fin décembre 2019.

Le Groupe dispose par ailleurs d'une structure financière solide, avec 130 millions d'euros de lignes de crédit non utilisées

et d'une trésorerie disponible de 90 millions d'euros à fin juin 2020 lui permettant de faire face à cette crise sanitaire et ses conséquences. Le Groupe n'a aucune échéance de dette significative avant novembre 2021.

ACCORD EN VUE D'ACQUISITION

Le 24 juillet 2020, Mersen a signé un accord en vue de l'acquisition de l'activité isolation de la société américaine Americarb, acteur historique du graphite et des isolants en fibre de carbone.

L'opération porte sur l'acquisition d'équipements, du portefeuille de clients et de la marque GRI pour un montant total d'environ 6 millions de dollars US.

La société, basée à Niagara Falls dans l'Etat de New York, génère un chiffre d'affaires annuel d'environ 5 millions d'euros.

PERSPECTIVES

Mersen a enregistré une activité mieux orientée au mois de juin avec un repli organique du chiffre d'affaire limité à -6 %. Cependant, le manque de visibilité sur certains marchés, en particulier sur la chimie et les industries de procédés, reste important et ne permet pas au Groupe d'établir des objectifs financiers pour l'année 2020.

Le Groupe anticipe, par ailleurs, pour le deuxième semestre 2020 :

- La poursuite d'une forte décroissance des ventes sur le marché de l'aéronautique,
- Des ventes sur le marché des semi-conducteurs probablement en croissance,
- Une activité dans le solaire moins favorable qu'au premier semestre.

GLOSSAIRE

Croissance organique : calculée en comparant le chiffre d'affaires de l'année n avec le chiffre d'affaires de l'année n-1 retraité au taux de change de l'année n, hors impact des acquisitions et/ou cessions.

Effet de périmètre : contribution des sociétés acquises dans l'année n, rapportée au chiffre d'affaires de l'année n.

- La société Advanced Graphite Materials Italy, acteur européen de référence dans la finition de pièces sur-mesure en graphite extrudé, est consolidée depuis le 1^{er} décembre 2019.
- L'acquisition de la société GAB Neumann, un spécialiste du design, de la fabrication et de la vente d'échangeurs de chaleur en graphite et en Carbone de Silicium (SiC) pour le marché de la chimie a été finalisée en février 2020. Elle est consolidée depuis le 1^{er} mars 2020.

Effet de change : calculé en comparant le chiffre d'affaires de l'année n-1 au taux de change de l'année n-1 avec le chiffre d'affaires de l'année n-1 au taux de change de l'année n.

Résultat opérationnel courant : suivant définition 2009.R.03 du CNC.

EBITDA (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization) : résultat opérationnel avant amortissements et avant produits et charges non courants.

Free cash-flow (ou flux net de trésorerie disponible) : variation de trésorerie nette provenant des activités opérationnelles, diminuée des investissements industriels.

Endettement net : dettes financières brutes diminuées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants.

Leverage : ratio d'endettement net sur EBITDA, calculé selon la méthode des covenants bancaires des financements confirmés de Mersen.

Gearing : ratio d'endettement net sur fonds propres, calculé selon la méthode des covenants bancaires des financements confirmés de Mersen.

BFR (Besoin en fonds de roulement) : somme des créances clients et comptes rattachés, des stocks, des autres créances courantes, diminuée de la somme des dettes fournisseurs et comptes rattachés.

Taux de BFR : rapport du besoin en fonds de roulement sur le chiffre d'affaires du dernier trimestre multiplié par 4.

Investissements industriels : immobilisations corporelles et fournisseurs d'immobilisations.

2 COMPTES CONSOLIDÉS

ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU COURS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Les principales modifications de périmètre ayant affecté les comptes consolidés en 2019 et au premier semestre 2020 sont les suivantes :

■ au cours de l'exercice 2019, Mersen a :

- acquis le 28 juin des actifs de l'ancien site de Graftech situé à Columbia (Tennessee) aux Etats-Unis. Ces actifs ont été logés dans la société américaine Mersen USA GSTN Corp., créée à cet effet,

- acquis, en novembre, l'intégralité des titres Advanced Graphite Materials en Italie.
- au cours du premier semestre 2020, Mersen a finalisé le 28 février l'acquisition de la totalité des titres de GAB Neumann en Allemagne.

FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE : CRISE SANITAIRE LIÉE AU COVID-19

Impact sur les activités du Groupe

La pandémie du COVID-19 et les mesures décidées par les gouvernements dans les pays où opère le Groupe, ont entraîné une forte diminution de l'activité du Groupe, plus particulièrement marquée au cours deuxième trimestre 2020. La priorité constante durant cette période a été la sécurité et la santé de tous les collaborateurs dans le cadre des législations locales : le travail à distance a été privilégié pour la majorité des fonctions support tandis que le fonctionnement des usines a été adapté lorsque nécessaire.

Les ventes du Groupe ont baissé de -13,4 % (à périmètre et change constant) sur le premier semestre 2020 avec des baisses autour de 23 % sur les mois d'avril et de mai, au plus fort de la crise. Le fort caractère international de Mersen, avec un modèle de production pour le marché local, a permis de limiter les effets de la crise. Cependant, de nombreux sites du Groupe ont été impactés à des périodes différentes et pour des raisons diverses (fermeture pour suspicion ou cas de Covid ; arrêt de fournisseurs, réglementation locale, activité réduite). En avril et mai, environ 85 % des sites étaient opérationnels dont certains avec des capacités réduites. Au global, les ventes du Groupe au cours du semestre ont été davantage affectées en Europe (-16,3 % à périmètre et change constant) et en Amérique du Nord (-16,5 % à périmètre et change constant) qu'en Asie (-3,5 %) où l'activité en Chine a été particulièrement dynamique grâce en particulier au marché du solaire. Les marchés du développement durable (solaire, éolien, ferroviaire, électronique) ont mieux résisté avec une décroissance de l'ordre de -3 %. Inversement, les ventes auprès de l'industrie aéronautique (environ 6 % du chiffre d'affaires) ont baissé de 24 % au premier semestre (37 % au second trimestre).

Le Groupe a mis en place un contrôle strict des coûts opérationnels. Il a bénéficié aussi de mesures liées au chômage partiel, principalement en Europe et aux Etats-Unis. Environ 10 % des salariés ont été concernés par le chômage partiel sur la période d'avril et mai 2020. Ce type de mesure n'existe pas dans certains pays, comme en Inde, en Tunisie ou au Mexique, limitant la possibilité de flexibiliser les coûts dans ces pays. Le Groupe a par ailleurs annoncé pour l'année une baisse d'environ 20 % de ses investissements par rapport à ses prévisions initiales. Les surcoûts liés au COVID-19 (mesures sanitaires, coûts de transports, ...) ont représenté moins de 1 % du chiffre d'affaires sur le semestre. Le Groupe n'anticipe pas de modifications majeures de ses processus de production engendrant des surcoûts significatifs à terme.

Le Groupe a par ailleurs renforcé le suivi des stocks et des créances clients. A fin juin, le taux de retard sur les créances client est en ligne avec celui de décembre 2019. Certaines garanties Coface ont été limitées, supprimées ou réallouées. La diversité des clients du Groupe en nombre et en secteur d'activité limite toutefois le risque d'impayés significatifs. Les stocks ont augmenté au cours du semestre mais moins qu'au premier semestre 2019. Une partie de cette augmentation est liée à la constitution de stocks de sécurité.

Compte tenu du contexte économique et sanitaire mondial en constante évolution, le Conseil d'Administration a décidé en avril 2020 de ne pas verser de dividendes au titre de 2019, afin de préserver une plus grande flexibilité financière pour l'avenir et de participer à l'effort de solidarité nécessaire. Cette mesure s'est accompagnée de la décision de ne pas proposer au vote des actionnaires d'autorisations en vue d'attribuer gratuitement des actions, notamment à ses dirigeants et ses principaux cadres. Le Conseil d'administration a également décidé de ne pas autoriser d'augmentations de capital réservées aux salariés. Enfin, les mandataires sociaux du Groupe (Président du Conseil d'administration et Directeur Général) et les membres du Conseil d'administration ont décidé de réduire leurs rémunérations.

Mersen bénéficie d'une structure financière solide, avec plus de 130 millions d'euros de lignes de crédit non utilisées et d'une trésorerie disponible de plus de 90 millions d'euros à fin juin 2020 qui lui permet de faire face à cette crise. Le Groupe n'a aucune échéance de dette significative avant novembre 2021.

Par prudence, le Groupe avait demandé et obtenu un aménagement de son covenant de leverage (dette nette sur EBITDA) à fin juin, portant ce dernier à 4,5 fois contre 3,5 fois. Le leverage du Groupe à fin juin a été significativement en dessous de ces niveaux, à 2,01, grâce à la bonne résistance de sa profitabilité et d'une bonne génération de cash, avec des dépenses d'investissements limitées au cours du 1^{er} semestre.

Jugements, estimations et hypothèses retenues

Dans le cadre de cette clôture de juin 2020, certains actifs et dettes ont été analysés au regard de la crise :

- Les pertes de valeur des actifs : le Groupe n'a pas mis à jour ses prévisions à long terme et a donc actualisé les tests d'impairment réalisés au 31 décembre 2019 sur la base de scénarii qui n'impliquent pas de dépréciations mais révèlent des risques de dépréciation potentielle principalement sur l'UGT ACE.
- Les valorisations de stocks, afin de s'assurer de la non prise en compte notamment de certaines sous activités conjoncturelles.
- Les créances clients et les potentiels retards sont précisément suivis dans un contexte où les assureurs crédit réduisent les couvertures.
- Les avantages du personnel ont été revalorisés compte tenu de la baisse des taux d'actualisation aux US et au UK ainsi que la baisse de valeur des actifs de couverture.
- La recouvrabilité des impôts différés a été testée et n'a pas été remise en cause.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En millions d'euros	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019
ACTIVITES POURSUIVIES			
Chiffre d'affaires consolidé	14	430,0	483,7
Coûts des produits vendus		(299,6)	(331,0)
Marge brute totale		130,4	152,7
Charges commerciales		(37,0)	(40,5)
Frais administratifs centraux et de recherche		(56,5)	(57,4)
Amortissement des actifs incorporels réévalués		(0,7)	(0,7)
Autres charges d'exploitation		(1,5)	(0,5)
Résultat opérationnel courant	14	34,7	53,6
Charges non courantes	13	(4,9)	(3,2)
Produits non courants	13	0,0	0,0
Résultat opérationnel	14	29,8	50,4
Charges financières		(6,1)	(6,1)
Produits financiers		0,0	0,0
Résultat financier		(6,1)	(6,1)
Résultat courant avant impôt		23,7	44,3
Impôts courants et différés	16	(5,9)	(10,6)
Résultat des activités poursuivies		17,8	33,7
Résultat net des activités destinées à être cédées ou arrêtées	4	0,0	0,0
Résultat		17,8	33,7
Attribuable aux :			
- Propriétaires de la Société		16,3	32,8
- Participation ne donnant pas le contrôle		1,5	0,9
RESULTAT DE LA PERIODE		17,8	33,7
Résultat par action	17		
Résultat de base par action (en euros)		0,79	1,59
Résultat dilué par action (en euros)		0,77	1,53
Résultat par action des activités poursuivies			
Résultat de base par action (en euros)		0,79	1,59
Résultat dilué par action (en euros)		0,77	1,53
Résultat par action des activités destinées à être cédées ou arrêtées			
Résultat de base par action (en euros)		0,00	0,00
Résultat dilué par action (en euros)		0,00	0,00

ÉTAT RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019
RESULTAT DE LA PERIODE		17,8	33,7
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat			
Actifs financiers à la Juste Valeur par «Autres éléments du résultat global»	11	(0,3)	(0,2)
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies	9	(8,4)	(12,7)
Charge / produit d'impôt sur réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies		2,0	3,1
		(6,7)	(9,8)
Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat			
Variation de la juste valeur des instruments de couverture		(1,5)	0,3
Variation des postes du bilan liée au cours de change de fin de période		(6,8)	2,1
Charge / produit d'impôt sur variation de la juste valeur des instruments de couverture		0,2	0,0
		(8,1)	2,4
PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		(14,8)	(7,4)
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES AU TITRE DE LA PERIODE		3,0	26,3
Attribuable aux :			
- Propriétaires de la société		1,8	25,3
- Participation ne donnant pas le contrôle		1,2	1,0
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES AU TITRE DE LA PERIODE		3,0	26,3

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Actif

En millions d'euros	Note	30 juin 2020	31 déc. 2019
ACTIF NON COURANT			
Immobilisations incorporelles	5 et 6		
- Goodwill		282,1	280,6
- Autres immobilisations incorporelles		32,5	34,2
Immobilisations corporelles	5 et 6		
- Terrains		32,3	32,3
- Constructions		77,8	78,8
- Installations techniques, matériels industriels et autres immobilisations corporelles		194,4	196,0
- Immobilisations en cours		37,7	31,3
- Droits d'utilisation	12	46,8	50,2
Actifs financiers non courants			
- Titres de participation		3,7	3,7
- Dérivés non courants		0,0	0,0
- Autres actifs financiers		3,8	4,2
Actifs non courants d'impôts			
- Impôts différés actifs	16	30,6	29,3
- Impôts courants part long terme		6,7	7,8
TOTAL ACTIF NON COURANT		748,4	748,4
ACTIF COURANT			
- Stocks		217,0	207,0
- Clients et comptes rattachés		141,7	147,3
- Actifs de contrat		9,3	9,8
- Autres créances d'exploitation		26,1	21,7
- Impôts courants court terme		3,9	3,6
- Autres actifs courants		0,0	0,0
- Actifs financiers courants	10	16,5	16,5
- Dérivés courants		2,0	1,4
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	92,8	45,2
- Actifs détenus en vue de leur cession / arrêt	4	0,0	0,0
TOTAL ACTIF COURANT		509,3	452,5
TOTAL ACTIF		1 257,7	1 200,9

Passif

<i>En millions d'euros</i>	Note	30 juin 2020	31 déc. 2019
CAPITAUX PROPRES			
- Capital	7	41,7	41,7
- Réserves		499,4	452,6
- Résultat net de l'exercice		16,3	57,3
- Écarts de conversion		(9,5)	(3,0)
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE MERSEN		547,9	548,6
- Participations ne donnant pas le contrôle		23,2	22,0
CAPITAUX PROPRES		571,1	570,6
PASSIF NON COURANT			
- Provisions non courantes	8	5,3	6,2
- Avantages du personnel	9	84,0	75,0
- Impôts différés passifs	16	30,3	30,3
- Emprunt à long et moyen terme	10	325,6	235,4
- Dette de loyer	12	45,4	48,1
- Dérivés non courants		0,1	0,1
TOTAL PASSIF NON COURANT		490,7	395,1
PASSIF COURANT			
- Fournisseurs et comptes rattachés		60,6	60,6
- Passifs de contrat		21,3	29,1
- Autres passifs d'exploitation		85,5	88,6
- Provisions courantes	8	6,9	6,1
- Impôts courants court terme		3,7	3,6
- Passifs divers		3,3	1,8
- Autres passifs financiers courants	10	2,1	27,3
- Dérivés courants		2,1	0,2
- Comptes courants financiers	10	0,3	0,7
- Concours bancaires courants	10	9,4	16,5
- Passifs associés aux actifs détenus en vue de leur cession / arrêt	4	0,7	0,7
TOTAL PASSIF COURANT		195,9	235,2
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		1 257,7	1 200,9

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros	Attribuables aux actionnaires de Mersen				Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
	Capital	Primes et réserves	Résultats	Écart de conversion			
SOLDE AU 1^{ER} JANVIER 2019	41,5	417,6	56,5	(9,3)	506,3	21,8	528,1
Résultat N-1		56,5	(56,5)		0,0		0,0
Résultat de la période			32,8		32,8	0,9	33,7
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de couverture, nets d'impôts		0,3			0,3		0,3
Actifs financiers à la juste valeur		(0,2)			(0,2)		(0,2)
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies après impôt		(9,6)			(9,6)		(9,6)
Écart de conversion				2,0	2,0	0,1	2,1
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	0,0	(9,5)	0,0	2,0	(7,5)	0,1	(7,4)
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PÉRIODE	0,0	(9,5)	32,8	2,0	25,3	1,0	26,3
Dividendes distribués		(19,7)			(19,7)		(19,7)
Actions auto détenues		(0,2)			(0,2)		(0,2)
Augmentation de capital	0,2	0,8			1,0		1,0
Stock-options et actions gratuites		1,1			1,1		1,1
Autres éléments		(0,2)			(0,2)		(0,2)
SOLDE AU 30 JUIN 2019	41,7	446,4	32,8	(7,3)	513,6	22,8	536,4
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2019	41,7	452,6	57,3	(3,0)	548,6	22,0	570,6
Résultat N-1		57,3	(57,3)		0,0		0,0
Résultat de la période			16,3		16,3	1,5	17,8
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de couverture, nets d'impôts		(1,3)			(1,3)		(1,3)
Actifs financiers à la juste valeur		(0,3)			(0,3)		(0,3)
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies après impôt		(6,4)			(6,4)		(6,4)
Écart de conversion				(6,5)	(6,5)	(0,3)	(6,8)
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	0,0	(8,0)	0,0	(6,5)	(14,5)	(0,3)	(14,8)
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PÉRIODE	0,0	(8,0)	16,3	(6,5)	1,8	1,2	3,0
Dividendes à verser					0,0		0,0
Actions auto-détenues		(3,6)			(3,6)		(3,6)
Augmentation de Capital					0,0		0,0
Stock-options et actions gratuites		1,0			1,0		1,0
Autres éléments		0,1			0,1		0,1
SOLDE AU 30 JUIN 2020	41,7	499,4	16,3	(9,5)	547,9	23,2	571,1

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat avant impôts	23,7	44,3
Amortissements	27,2	24,8
Dotations (reprises) de provisions	0,5	2,4
Résultat financier	6,1	6,1
Plus ou moins-value de cession d'actifs	0,3	0,0
Autres	1,2	(0,1)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation du BFR	59,0	77,5
Variation du besoin en fonds de roulement	(20,7)	(46,0)
Impôts sur le résultat payés	(3,6)	(5,3)
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles poursuivies	34,7	26,2
Flux de trésorerie opérationnels des activités arrêtées	0,0	0,0
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	34,7	26,2
Activités d'investissements		
Immobilisations incorporelles	(1,3)	(1,8)
Immobilisations corporelles	(26,0)	(20,9)
Fournisseurs d'immobilisations	2,0	1,9
Actifs financiers	0,0	0,0
Variation de périmètre et acquisition d'actifs	(7,2)	(12,0)
Autres variations des flux des activités d'investissement	0,4	(0,1)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements poursuivies	(32,1)	(32,9)
Flux de trésorerie d'investissement des activités arrêtées	0,0	0,0
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements	(32,1)	(32,9)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et d'investissements	2,6	(6,7)
Augmentation/réduction de capital reçue / versée et autres variations des capitaux propres	(3,7)	0,8
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle	0,0	0,0
Intérêts payés	(4,4)	(4,0)
Loyers payés	(6,5)	(6,5)
Variation de l'endettement	57,4	55,9
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	42,8	46,2
Variation de trésorerie	45,4	39,5
Trésorerie à l'ouverture (note 10)	45,2	34,8
Trésorerie à la clôture (note 10)	92,8	74,0
Variation de périmètre	0,0	0,0
Incidence des variations monétaires	(2,2)	0,3
VARIATION DE TRÉSORERIE	45,4	39,5

3 ANNEXES

SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES

Note n° 1	DÉCLARATION DE CONFORMITÉ	18
Note n° 2	PRINCIPES ET MÉTHODES	18
Note n° 3	REGROUPEMENT D'ENTREPRISE	18
Note n° 4	ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES OU ARRÊTÉES	19
Note n° 5	GOODWILLS, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	19
Note n° 6	TEST DE PERTE DE VALEUR DES ACTIFS	19
Note n° 7	CAPITAUX PROPRES	20
Note n° 8	PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET PASSIFS DIVERS	21
Note n° 9	AVANTAGES DU PERSONNEL	22
Note n° 10	ENDETTEMENT NET	23
Note n° 11	INSTRUMENTS FINANCIERS	25
Note n° 12	DROITS D'UTILISATION ET DETTE DE LOYERS	26
Note n° 13	AUTRES CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS	27
Note n° 14	INFORMATION SECTORIELLE	27
Note n° 15	CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS	28
Note n° 16	IMPÔTS	28
Note n° 17	RÉSULTAT PAR ACTION	28
Note n° 18	DIVIDENDES	29
Note n° 19	ENGAGEMENTS HORS BILAN	29
Note n° 20	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	29

Note n° 1 Déclaration de conformité

Conformément au Règlement CE N° 1606/2002 du 19 juillet 2002, qui s'applique aux comptes consolidés des sociétés européennes cotées sur un marché réglementé, et du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne, les comptes consolidés de Mersen et de ses filiales (le « Groupe ») sont établis suivant les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*).

Les normes et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2020 sont indiqués note n° 2.

Les options retenues par le Groupe sont indiquées dans la note n° 2 du rapport annuel 2019.

Les états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2020 ont été préparés en conformité avec la norme internationale

d'information financière IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. Ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour les exercices clos le 31 décembre 2019, disponibles à l'adresse web www.mersen.com. Ils comprennent, toutefois, une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Ces états financiers consolidés résumés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 30 juillet 2020.

Note n° 2 Principes et méthodes

À l'exception des mentions ci-après, les méthodes comptables retenues pour les présents états financiers intermédiaires sont les mêmes que celles qui étaient appliquées aux états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2019.

Les changements de méthodes comptables suivants devront également concerner les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2020.

Nouvelles normes applicables en 2020

Aucune nouvelle norme n'a été applicable au Groupe en 2020.

Recours aux jugements et à des estimations

En préparant ces états financiers intermédiaires, la Direction a exercé des jugements, effectué des estimations et fait des hypothèses ayant un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019, à l'exception des éléments précisés dans les faits marquants liés à la crise sanitaire consécutive à la pandémie de COVID-19.

Note n° 3 Regroupement d'entreprise

Au cours du 1^{er} semestre 2020, le Groupe a acquis l'intégralité des titres de la société allemande, GAB Neumann GmbH, un spécialiste du design, de la fabrication et de la vente d'échangeurs de chaleur en graphite et en Carbure de Silicium (SiC) pour le marché de la chimie.

L'intégration des équipes de GAB Neumann reconnues pour leur grande expertise vient renforcer la présence du Groupe sur la zone DACH pour l'activité anti-corrosion. Grâce à l'apport spécifique de leurs gammes d'échangeurs de chaleur en graphite à gorges annulaires et en Carbure de Silicium, Mersen devient un acteur unique et incontournable des échangeurs et solutions adaptés aux exigences des marchés de la pharmacie et de la chimie de spécialités à forte valeur ajoutée. Cette

opération renforce la position de Mersen sur le marché de la chimie en Allemagne, en particulier pour l'activité de rechange. Mersen pourra également s'appuyer sur son réseau mondial pour proposer à ses clients cette offre produits et services enrichie.

GAB Neumann emploie 45 salariés. Cette activité est intégrée dans le pôle Advanced Materials de Mersen et devrait contribuer pour environ 10 millions d'euros au chiffre d'affaires annuel du Groupe.

Sur les 4 mois d'activité depuis l'intégration dans le Groupe, GAB Neumann a réalisé un chiffre d'affaires de 5,1 millions d'euros, pour un résultat net de 0,7 million d'euros.

L'actif net acquis lors de cette transaction, et le Goodwill consécutif, est présenté ci-dessous :

En millions d'euros	Actif net à la date d'acquisition	Ajustements de juste valeur	Affectation du prix d'acquisition	Juste valeur de l'actif net
Actifs non courants	1,2			1,2
Actifs courants*	7,4	(0,3)		7,1
Passifs non courants	(0,1)			(0,1)
Passifs courants	(1,7)	(0,2)		(1,9)
Actif Net	6,8	(0,5)	0,0	6,3
Goodwill				2,6
Participation ne donnant pas le contrôle				0,0
Contrepartie transférée				8,9

* incluant 2 millions d'euros de trésorerie

Le *Goodwill* de GAB Neumann est le seul *Goodwill* restant en instance d'affectation à la clôture du 30 juin 2020.

Note n° 4 Activités destinées à être cédées ou arrêtées

Il ne subsiste aucun impact matériel dans les comptes concernant les activités destinées à être cédées ou arrêtées des précédents exercices.

Note n° 5 Goodwills, immobilisations incorporelles et corporelles

Les goodwills s'élèvent à 282,1 millions d'euros au 30 juin 2020 en hausse de 1,5 million d'euros par rapport au 31 décembre 2019 intégrant le *Goodwill* de la société nouvellement acquise GAB Neumann pour 2,6 millions d'euros et la variation des cours de change pour -1,1 million d'euros.

Les immobilisations corporelles sont en baisse de 3,8 millions d'euros incluant des investissements pour 26 millions d'euros.

Note n° 6 Test de perte de valeur des actifs

1. Goodwill

Les tests d'impairment réalisés lors de la clôture 2019 n'avaient mis en évidence aucune perte de valeur.

Compte tenu des incertitudes liées à la situation sanitaire suite au COVID-19, le Groupe n'a pas été en mesure de quantifier les effets du ralentissement économique sur ces activités tant en 2020 que sur les années à venir.

En l'absence de flux de trésorerie révisés, le Groupe a effectué des simulations sur la base de scénarii qui n'impliquent pas de dépréciation mais révèlent des risques principalement sur l'UGT ACE, pour laquelle les tests de sensibilité analogues à ceux de fin 2019 montrent que la valeur d'utilité pourrait être inférieure à la valeur nette comptable.

Les tests seront de nouveau effectués pour la clôture 2020.

2. Actifs spécifiques

Le Groupe a revu la valeur recouvrable de ses autres actifs immobilisés. Aucun changement n'a été identifié au 30 juin 2020.

Note n° 7 Capitaux propres

Au 30 juin 2020, le capital social de la Société est de 41 717 928 euros, divisé en 20 858 964 actions, dont 20 856 460 actions de catégorie A, qui sont des actions ordinaires, 595 actions de catégorie C, 1 172 actions de catégorie D et 737 actions de catégorie E qui sont des actions de préférence, de 2 euros de valeur nominale chacune.

Le nombre de droits de vote théorique est de 25 431 801, les titres auto-détenus étant dépourvus de droits de vote. Depuis le 3 avril 2016, le droit de vote double est attaché à toutes actions remplissant cumulativement les deux conditions suivantes :
i) être inscrites au nominatif depuis au moins deux ans, et
ii) être entièrement libérées.

En nombre d'actions (sauf mention contraire)

Actions ordinaires

Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier 2020	20 858 227
Augmentation / Diminution de capital (en millions d'euros)	0
Nombre d'actions au 30 juin 2020	20 858 964
Nombre d'actions émises et entièrement libérées sur la période	737
Nombre d'actions auto-détenues annulées	0
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	0
Valeur nominale de l'action (en euros)	2
Actions de l'entité détenues par elle-même ou par ses filiales ou entités associées	295 747

A notre connaissance, la répartition du capital au 30 juin 2020 était la suivante :

- Institutionnels français : 45,2 %
- Institutionnels autres pays : 41,5 %
- Actionnaires individuels : 10,7 %
- Actionnaires salariés : 1,2 %
- Auto-détention : 1,4 %

Depuis le 1^{er} janvier 2020, certains actionnaires ont notifié les franchissements de seuils suivants :

- **14 janvier 2020** : ACF I Investissement (Ardian) déclare avoir franchi à la baisse le seuil statutaire de 10 % du capital et détenir désormais 2 075 857 titres, soit 9,96 % du capital et 16,13 % des droits de vote.
- **16 janvier** : Norges déclare avoir franchi à la baisse le seuil statutaire de 5 % du capital et détenir désormais 1 028 377 titres, soit 4,94 % du capital et 4,07 % des droits de vote.
- **14 avril** : Le Groupe Caisse des Dépôts et Consignations a déclaré détenir directement ou indirectement (CDC Croissance et Bpi Participations) 3 255 757 titres soit 15,61 % du capital et 21,74 % des droits de vote.
- **Entre le 20 janvier et le 27 juillet**, Blackrock a déclaré à 10 reprises des franchissements de seuils à la hausse ou à la baisse de 2 % du capital. Le 27 juillet, il a déclaré détenir 420 243 titres, soit 2,01 % du capital et 1,65 % des droits de vote.

Auto détention :

Au 30 juin 2020, 295 747 actions sont auto-détenues, soit 1,4 % du capital, dont 45 724 dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec la société Exane BNP Paribas.

Options de souscription, Actions gratuites et Actions de préférence :

Au 30 juin 2020, les salariés du Groupe possèdent 253 840 actions, soit 1,2 % du capital auxquels s'ajoutent 60 931 options de souscription qui représenteraient, si elles étaient totalement

levées, 1,5 % du capital actuel. Les plans d'options mis en œuvre par le Groupe sont basés sur un prix d'exercice déterminé sans décote, la levée d'options étant soumise à des conditions d'exercice liées aux résultats futurs du Groupe. De ce fait, le Groupe s'assure d'une convergence d'intérêt entre ses actionnaires et ses managers.

Les options de souscription d'actions consenties au mandataire social, Luc Themelin, et restant à exercer sont au nombre de 10 500, en tenant compte des options annulées.

Le Groupe a par ailleurs mis en œuvre, depuis plusieurs années, une politique d'attribution d'actions gratuites. L'attribution définitive des actions est conditionnée à la présence des bénéficiaires dans le Groupe en fin de période d'acquisition. Les attributions faites en faveur des membres du management et des salariés dont le management a considéré qu'ils contribuent significativement à la performance de la Société sont soumises à des conditions de performance. En revanche, le management n'avait pas souhaité fixer, pour certains plans d'attribution datant de plus de 3 ans, des conditions de performance aux salariés qui, par leur fonction, contribuent moins directement aux résultats de la Société. Au 30 juin 2020, le nombre d'actions gratuites susceptibles d'être attribuées définitivement est de 209 150 actions nouvelles, représentant 1 % du capital actuel. Il inclut 143 000 actions gratuites attribuées avec conditions de performance (y compris un plan « dirigeants ») dans le cadre du plan voté à l'AG du 17 mai 2019, dont 8 850 attribuables au mandataire social (Luc Themelin).

Le Groupe a également mis en œuvre depuis mai 2015, quatre plans d'attribution d'actions de préférence avec conditions de performance de la Société donnant droit à conversion en actions ordinaires au profit de certaines catégories de salariés et mandataires sociaux, principalement membres du comité exécutif. Au 30 juin 2020, le nombre maximum d'actions ordinaires susceptibles de résulter de la conversion des actions de préférence attribuées est de 305 627, soit 1,5 % du capital dont 49 940 pour Luc Themelin, le Directeur Général.

Au titre des paiements fondés sur des actions, une charge de 1 million d'euro a été constatée au cours du 1^{er} semestre 2020 au titre des plans en cours (1,1 million d'euros au 30 juin 2019).

Note n° 8 Provisions, passifs éventuels et passifs divers

Les provisions s'élèvent à 12,2 millions d'euros au 30 juin 2020 (12,3 millions d'euros à fin décembre 2019) en baisse de 0,1 million d'euros.

En millions d'euros	30 juin 2020		31 déc 2019	
	Non courant	Courant	Non courant	Courant
Provision pour restructuration	1,2	0,9	1,3	1,5
Provision pour litiges et autres charges	4,1	6,0	4,9	4,6
TOTAL	5,3	6,9	6,2	6,1

Concernant les procédures administratives et contentieuses

Procédure devant les juridictions administratives en France

En 2013, la SNCF a initié deux actions à l'encontre des sociétés Morgan, SGL, Schunk et Mersen respectivement devant le Tribunal Administratif de Paris et le Tribunal de Commerce de Paris. La SNCF tente d'obtenir réparation d'un prétendu préjudice subi à la suite des pratiques sanctionnées en décembre 2003 par la Commission Européenne dans le domaine des balais pour moteurs électriques et des produits pour applications mécaniques. En 2014, le Tribunal Administratif de Paris a rejeté l'ensemble des demandes de la SNCF, qui a fait appel de cette décision. La Cour d'Appel de Versailles a, par décision du 13 juin 2019, annulé le jugement du Tribunal administratif de 2014 ; elle a décidé de surseoir à statuer et ordonné avant dire droit une expertise contradictoire pour établir le montant du préjudice qui aurait été subi par la SNCF. L'expert a remis à la Cour son rapport d'expertise le 15 juillet 2020.

Mersen, qui conteste l'annulation du jugement du Tribunal administratif par la Cour d'appel, a formé un pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat, ce dernier ayant confirmé le 12 février 2020 l'admission de ce pourvoi et sa mise à l'instruction. Le Tribunal de Commerce de Paris ne s'est pas encore prononcé. Le Groupe a constitué une provision pour le risque que le Groupe estime encourir au titre de ces procédures.

Procédure pénale en France

La procédure pénale initiée à la suite du tragique accident survenu le 7 avril 2010 sur le site de Mersen à Gennevilliers est toujours en cours. Le 22 décembre 2019, le Juge d'instruction a rendu une ordonnance de non-lieu partiel et a renvoyé le dirigeant de l'époque et la filiale Mersen située à Gennevilliers (« la Société ») devant le Tribunal correctionnel. La Société et son dirigeant de l'époque contestent les faits qui leur sont reprochés et feront valoir leurs arguments en défense devant la juridiction de jugement.

Investigation par l'autorité de concurrence en Inde

En juillet 2019 l'autorité de concurrence indienne a diligenté une investigation dans les locaux de Mersen (India) Private Limited, filiale de Mersen, sur le fondement d'allégations de certaines pratiques anti-concurrentielles dans le domaine de la fourniture de balais pour le marché ferroviaire sur la période 2010-2014. Mersen India, qui conteste ces allégations, coopère pleinement avec l'autorité de la concurrence et a fourni toutes les informations requises. L'instruction suit son cours.

Il n'existe pas d'autre procédure administrative ou contentieuse dont le Groupe a connaissance, qui soit en suspens ou dont il soit menacé, risquant d'affecter significativement son activité, sa situation financière et ses résultats.

Concernant les procédures fiscales et de douanes

Le Groupe fait l'objet de contrôles fiscaux ou douaniers réguliers réalisés par les autorités fiscales/douanières des pays dans lesquels il est présent. Historiquement, les redressements comptabilisés à la suite de contrôles fiscaux ou douaniers ont été d'un montant peu significatif. Les risques les plus matériels concernent Mersen do Brasil et Mersen India Pvt.

Les montants ci-après sont indiqués y compris les intérêts.

Procédures concernant Mersen do Brasil

Mersen do Brasil a été notifiée en juin 2013 d'un contrôle douanier portant sur la période janvier 2008 - décembre 2012. Les douanes ont émis un avis de redressement (principal et intérêts) d'un montant initial de 7,5 millions de Real Brésilien, montant augmenté chaque année par application du taux d'intérêt diffusé par la Banque Centrale du Brésil. Au 30 juin 2020, le montant du redressement ainsi corrigé s'élève à 12,2 millions de Real Brésilien (inchangé par rapport au 31 décembre 2019), soit environ 2,0 millions d'euros au taux de change du 30 juin 2020. Ce montant n'est pas provisionné dans les comptes de Mersen do Brasil, considérant le risque de perte du contentieux très faible. Un jugement de première instance a été rendu le 8 février 2018 en faveur du Groupe. Toutefois, ce jugement a fait l'objet d'un recours d'office en seconde instance par les autorités brésiliennes. Il n'est pas possible d'estimer le délai d'obtention du jugement de seconde instance.

A la date du présent document, il n'y a pas d'évolution sur cette procédure.

Par ailleurs, Mersen do Brasil est en contentieux à des stades différemment avancés :

- Remise en cause de contributions sociales (année 2007) calculées sur des résultats non validés, pour un montant total de 4,495 millions de Real Brésilien, soit environ 1 million d'euros. Une provision de 108 000 Real Brésilien, a été comptabilisée à hauteur du seul risque considéré élevé de devoir payer. Le litige est pendant devant la Cour Administrative ;

- Pénalités (années 2001, 2005, 2010, 2011, 2012 et 2016) pour retard de dépôt de déclaration fiscale, pour un montant total de 4,171 millions de Real Brésilien. Une provision de 90 000 Real Brésilien, soit environ 21 000 euros, a été comptabilisée à hauteur du seul risque considéré élevé de devoir payer. Le litige est, selon les années en cause, pendant devant le Trésor Public local, devant la Cour Administrative ou en appel devant la Cour Fédérale ;
- Pénalités (année 1998) pour erreurs sur les bases de contributions sociales, pour un montant total de 2,7 millions de Real Brésilien, soit environ 615 000 euros. Une provision de 1,013 million de Real Brésilien, soit environ 230 000 euros a été comptabilisée à hauteur du seul risque considéré élevé de devoir payer. Le litige est en appel devant la Cour Fédérale ;
- Quatre litiges pour un montant total de 2,509 millions de Real Brésilien, soit environ 570 000 euros, ce montant n'étant pas provisionné, le risque de perte de ces litiges étant considéré comme faible. Ces litiges concernent (1) la remise en cause d'un transfert de crédits d'impôts lors du déménagement de l'usine de Sao Paulo (année 2011), litige pendant devant la Cour Administrative ; (2) une pénalité (année 1995) pour des différences de base imposable à la taxe locale sur les produits industriels, litige en appel devant la Cour Fédérale ; (3) une pénalité (année 2007) pour anomalie dans les déclarations sociales, le litige est pendant devant la Cour Administrative ; et (4) la remise en cause de demandes d'échelonnement de paiement d'impositions (année 2011), le litige est en appel devant le Gouvernement ;
- Remise en cause du bénéfice d'un régime de zone franche (année 2004) pour un montant de 1,738 millions de Real Brésilien, soit environ 395 000 euros. Ce montant n'est pas provisionné, le risque de perte du litige étant considéré comme faible. Le litige est pendant devant la Cour Administrative ;
- Pénalités (année 2004) pour des montants mal reportés dans certaines déclarations, pour un montant total de 1,561 million de Real Brésilien, soit environ 355 000 euros. Ce montant n'est pas provisionné, le risque de perte du litige étant considéré comme faible. Le litige est pendant devant la Cour Administrative.

A la date du présent document, il n'y a pas d'évolution sur ces procédures.

Procédures concernant Mersen India Pvt

Mersen India Pvt fait l'objet de contrôles annuels de ses déclarations d'impôt et encourt, à la date du présent document, un risque global de 430 000 euros. Ce risque est lié à la remise en cause partielle de la déductibilité fiscale de certaines charges intra-groupe au titre des années 2011, 2013, 2014 et 2016. Le litige est pendant devant la Cour d'Appel. Un risque de 56 000 euros est par ailleurs encouru en matière de droits de douane (années 2012, 2014 et 2016), certains codes douaniers à l'importation utilisés par Mersen India Pvt étant remis en cause par l'administration douanière locale. Ce litige est pendant en second appel.

A la date du présent document, il n'y a pas d'évolution sur cette procédure.

Concernant les litiges commerciaux

Le Groupe a des litiges commerciaux avec certains clients et fournisseurs, notamment en France, aux Etats-Unis, en Allemagne et en Espagne. Des provisions sont constituées en fonction des risques lorsque ceux-ci ne sont pas couverts par les assurances du Groupe.

A la date du présent document, les provisions pour litiges et autres charges s'élèvent à 10,1 millions d'euros (9,5 millions d'euros à fin décembre 2019). Aucun autre passif éventuel significatif n'a été identifié à fin juin 2020.

Note n° 9 Avantages du personnel

Les principaux plans de retraite du groupe Mersen constituent des régimes à prestations définies et sont situés aux États-Unis (48 % des engagements), au Royaume-Uni (19 % des engagements), en France (13 % des engagements) et en Allemagne (8 % des engagements).

Les engagements du Groupe ont été évalués au 31 décembre 2019, avec l'aide d'actuaire indépendants et en application d'IAS 19. Les taux utilisés pour les principaux pays sont résumés ci-dessous :

2019	Hypothèse de taux d'actualisation	Hypothèse de taux moyen d'augmentation des salaires	Hypothèse de taux d'inflation
France	0,75 %	entre 2 % et 6,25 % selon l'âge	1,8 %
Allemagne	0,75 %	2,50 %	1,8 %
États-Unis	3,2 %	Non applicable	Non applicable
Royaume-Uni	2,0 %	2,95 %	3,3 %

Rapprochement entre les actifs et les passifs comptabilisés

	30 juin 2020	31 déc. 2019
Dette actuarielle (engagement)	204,1	196,9
Valeur des actifs de couverture	(120,1)	(121,9)
PROVISION AVANT LIMITATION DES ACTIFS	84,0	75,0
Réserve de gestion du surplus	0,0	0,0
PROVISION APRÈS LIMITATION DES ACTIFS	84,0	75,0

La charge comptabilisée au 30 juin 2020 au titre de ces dispositifs est de 3 millions d'euros contre 2,8 millions d'euros en 2019.

Compte tenu de la baisse des taux d'actualisation aux Etats-Unis et au Royaume-Uni au 30 juin 2020, le Groupe a revalorisé ses engagements, ce qui a conduit à la comptabilisation

d'une hausse de la provision pour avantages du personnel de 8,9 millions d'euros. A l'inverse, les actifs ont été revalorisés d'une valeur nette de 0,5 million d'euros avec l'appréciation des fonds au Royaume-Uni compensant la dépréciation des fonds américains.

Note n° 10 Endettement net

Mersen dispose de lignes de crédit ou d'emprunts confirmés pour un total d'environ 457 millions d'euros, utilisés à 71 % à fin juin 2020. Une part significative (20 % environ) est conservée en trésorerie.

Mersen dispose des principaux contrats de financement confirmés suivants :

- Un crédit bancaire syndiqué multidevises mis en place en juillet 2012, amendé en 2014 et 2017. Son montant est de 200 millions d'euros remboursable *in fine* en juillet 2024, après activation d'options d'extension en 2018 et 2019. Les intérêts payés sont à taux variable augmenté d'une marge de crédit.
- Des crédits bancaires bilatéraux mis en place fin 2019, pour un montant total de 170 millions de RMB, à échéance en 2024 et destinés à financer les activités du groupe Mersen en Chine.
- Un placement privé américain (« USPP ») d'un capital restant dû de 50 millions de dollars US négocié en novembre 2011 auprès d'un investisseur américain et d'une maturité de 10 ans. Les intérêts payés à l'investisseur sont fixes.

- Un placement privé allemand (« Schuldschein ») de 60 millions d'euros mis en place en novembre 2016 auprès d'un pool d'investisseurs européens et asiatiques d'une maturité de 7 ans, remboursable *in fine*. Les intérêts payés aux investisseurs sont à taux variable Euribor augmenté d'une marge de crédit.
- Un placement privé allemand (« Schuldschein ») de 130 millions d'euros mis en place en avril 2019 auprès d'un pool d'investisseurs européens et asiatiques d'une maturité de 7 ans, remboursable *in fine*. Les intérêts payés aux investisseurs sont fixes pour un nominal de 68 millions d'euros et à taux variable Euribor augmenté d'une marge de crédit pour un nominal de 62 millions d'euros.

Par ailleurs, dans le cadre de sa politique de diversification des sources de financements, Mersen a mis en place un programme d'émission de NEU CP et de NEU MTN, respectivement en mars 2016 et mai 2020, d'un montant maximum de 200 millions d'euros chacun, non-utilisés au 30 juin 2020.

Ventilation par échéance des lignes de crédit et emprunts confirmés

En millions d'euros	Montant	Utilisation au 30 juin 2020	Taux d'utilisation au 30 juin 2020	Échéances		
				inférieur à 1 an	entre 1 et 5 ans	supérieur à 5 ans
Crédit syndiqué Groupe	200,0	90,0	45 %	0,0	200,0	0,0
Crédits confirmés Chine	21,5	0,0	0 %	0,0	21,5	0,0
Placement privé allemand 2016	60,0	60,0	100 %	0,0	60,0	0,0
Placement privé allemand 2019	130,0	130,0	100 %	0,0	0,0	130,0
Placement privé américain 2011	44,7	44,7	100 %	0,0	44,7	0,0
Autres	0,9	0,9	100 %	0,3	0,6	0,0
TOTAL	457,1	325,6	71 %	0,3	326,8	130,0

Structure de l'endettement net total

En millions d'euros	30 juin 2020	31 déc. 2019
Emprunts à long terme et moyen terme	325,6	235,4
Passifs financiers courants	2,1	27,3
Comptes courants financiers	0,3	0,7
Concours bancaires courants	9,4	16,5
ENDETTEMENT BRUT TOTAL	337,4	279,9
Actifs financiers courants	(16,5)	(16,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(92,8)	(45,2)
Trésorerie	(92,8)	(45,2)
ENDETTEMENT NET TOTAL	228,1	218,2

L'endettement net total consolidé s'élève fin juin 2020 à 228,1 millions d'euros et a augmenté d'environ 10 millions d'euros par rapport à fin 2019.

L'endettement brut de 337,4 millions d'euros augmente d'environ 57 millions d'euros par rapport à fin 2019, partiellement compensé par l'augmentation d'environ 47 millions d'euros de la trésorerie et équivalent. Sur les 337,4 millions d'euros d'endettement brut total, 325,6 millions d'euros proviennent d'utilisation de crédits et emprunts confirmés, le solde étant principalement lié à l'utilisation de lignes non confirmées (découverts bancaires ou autres lignes).

Les passifs financiers courants baissent d'environ 25 millions d'euros principalement lié à non-utilisation du programme de NEU CP dans le contexte de la crise sanitaire. Les encours de NEUCP ont été substitués par des tirages de crédit syndiqué.

Covenants financiers au 30 juin 2020

Au titre de ses différents emprunts confirmés Groupe et Chine, Mersen doit respecter un certain nombre d'obligations, usuelles dans ces types de contrat. En cas de non-respect de certaines d'entre elles, les banques ou les investisseurs (pour les placements privés) peuvent obliger Mersen à rembourser par anticipation les emprunts concernés. Par le biais des clauses de défauts croisés, le remboursement anticipé sur un emprunt significatif peut entraîner l'obligation de rembourser immédiatement d'autres emprunts.

Mersen respecte les covenants financiers suivants au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 :

Covenants ^(a) financiers (comptes consolidés)

	Endettement net/EBITDA ^(b)			Endettement net/fonds propres			EBITDA/intérêts nets		
	Ratio ^(c)	Juin 2020	Déc. 2019	Ratio	Juin 2020	Déc. 2019	Ratio	Juin 2020	Déc. 2019
Emprunts confirmés									
Placement privé américain							> 3	11,18	14,95
Placements privé allemand	< 4,5	2,01	1,50	< 1,3	0,39	0,37			
Crédit syndiqué Groupe								n.a.	
Crédit confirmés Chine									

(a) Méthode de calcul des covenants : conformément aux règles comptables, l'endettement net figurant dans les comptes utilise les cours de clôture pour calculer la contre-valeur en euros des dettes en monnaies étrangères. L'endettement net doit être recalculé au cours moyen euro/USD de la période en cas d'écart de plus de 5 % entre le cours moyen et le cours de clôture. Pour le calcul des covenants au 30 juin, l'Ebitda ou excédent brut d'exploitation est par convention l'Ebitda constaté sur les 6 premiers mois de l'année, multiplié par 2

(b) EBITDA avant application de la norme IFRS16

(c) Dans le cadre de la crise sanitaire, renégociation portant le ratio à 4,5 pour le calcul de juin 2020 uniquement. Le covenant de leverage reste maintenu à 3,5 fois à partir de décembre 2020 inclus

Il n'existe pas d'emprunt ni de dette de montant significatif couverts par des sûretés réelles ou par des tiers au 30 juin 2020.

Note n° 11 Instruments financiers

Les tableaux suivants présentent la juste valeur des actifs et passifs financiers et leur valeur comptable au bilan ainsi que leur niveau dans la hiérarchie de juste-valeur pour les instruments évalués en juste valeur. Ils ne comprennent pas d'information

quant à la perte de valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur, dans la mesure où leur valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la perte de valeur.

Classement des instruments financiers évalués selon le mode de détermination de leur juste valeur

30 juin 2020		Valeur comptable					Juste valeur			
Rubriques au bilan	Note	Juste valeur -instruments de couverture	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Actifs financiers au coût amorti	Autres passifs financiers	Total de la valeur nette comptable au bilan	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Actifs financiers évalués à la juste valeur										
Titres de participation non-côtés			3,7			3,7			3,7	3,7
Dérivés actifs courants et non courant		2,0				2,0		2,0		2,0
		2,0	3,7	0,0	0,0	5,7	0,0	2,0	3,7	5,7
Actifs financiers non évalués à la juste valeur										
Actifs financiers courants et non courant	10			20,3		20,3				
Créances clients				141,7		141,7				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10			92,8		92,8				
		0,0	0,0	254,8	0,0	254,8				
Passifs financiers évalués à la juste valeur										
Dérivés passifs courants et non courant		(2,2)				(2,2)		(2,2)		(2,2)
		(2,2)	0,0	0,0	0,0	(2,2)	0,0	(2,2)	0,0	(2,2)
Passifs financiers non évalués à la juste valeur										
Emprunts bancaires	10				(325,6)	(325,6)		(322,8)		
Comptes courants financiers	10				(0,3)	(0,3)				
Concours bancaires courants	10				(9,4)	(9,4)				
Passifs financiers courants	10				(2,1)	(2,1)				
Dettes fournisseurs					(60,6)	(60,6)				
		0,0	0,0	0,0	(398,0)	(398,0)				
Valeur comptable par classe		(0,2)	3,7	254,8	(398,0)	(139,7)				

31 déc. 2019	Valeur comptable					Juste valeur					
	Rubriques au bilan	Note	Juste valeur -instruments de couverture	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Actifs financiers au coût amorti	Autres passifs financiers	Total de la valeur nette comptable au bilan	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Actifs financiers évalués à la juste valeur											
Titres de participation non cotés				3,7			3,7			3,7	3,7
Dérivés actifs courants et non courants		1,4					1,4		1,4		1,4
		1,4		3,7	0,0	0,0	5,1	0,0	1,4	3,7	5,1
Actifs financiers non évalués à la juste valeur											
Actifs financiers courants et non courants	10				20,7		20,7				
Créances clients					147,3		147,3				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10				45,2		45,2				
		0,0	0,0	213,2	0,0	213,2					
Passifs financiers évalués à la juste valeur											
Dérivés passifs courants et non courants		(0,3)					(0,3)		(0,3)		(0,3)
		(0,3)	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,3)	0,0	(0,3)	0,0	(0,3)
Passifs financiers non évalués à la juste valeur											
Emprunts bancaires	10					(235,4)	(235,4)		(235,4)		
Comptes courants financiers	10					(0,7)	(0,7)				
Concours bancaires courants	10					(16,5)	(16,5)				
Passifs financiers courants	10					(27,3)	(27,3)				
Dettes fournisseurs						(60,6)	(60,6)				
		0,0	0,0	0,0	0,0	(340,5)	(340,5)				
Valeur comptable par classe		1,1	3,7	213,2	(340,5)	(122,5)					

Gestion des risques financiers :

Risque crédit

Le Groupe dispose d'un programme d'assurance-crédit commercial COFACE couvrant ses principales sociétés chinoises, coréennes, américaines et ouest-européennes pour les risques de non-paiement pour des motifs financiers ou politiques. Les couvertures assurent 95 % du montant des créances facturées.

Risque de taux, de change et de matières premières

Aucune évolution significative de la gestion des risques de change et de matières premières n'est à noter depuis la clôture des comptes annuels au 31 décembre 2019.

Note n° 12 Droits d'utilisation et dette de loyers

Les droits d'utilisation s'élèvent à 46,8 millions d'euros, en baisse de 3,4 millions d'euros par rapport à fin décembre. Cette diminution est liée à la constatation des amortissements pour 5,7 millions d'euros et d'un effet change de 1,7 million d'euros, les nouveaux contrats constatés sur la période s'élèvent à 4 millions d'euros principalement liés à l'acquisition de GAB Neumann.

La dette de loyer est de 45,4 millions d'euros en baisse de 2,7 millions d'euros.

Note n° 13 Autres charges et produits non courants

Les autres charges et produits non courants se décomposent de la manière suivante :

En millions d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019
Litiges et autres coûts	(3,1)	(1,0)
Coûts d'acquisition	(1,1)	(0,6)
Plan de compétitivité / restructurations	(0,7)	(1,6)
TOTAL	(4,9)	(3,2)

Au 30 juin 2020, les charges et produits non courants s'élevaient à 4,9 millions d'euros et concernent principalement :

- des litiges et autres coûts dont des charges contestées auprès d'un client dans la Chimie
- des coûts d'acquisition (dont frais de démarrage du site de Columbia) à hauteur de 1,1 million d'euros
- des charges liées aux restructurations pour 0,7 million d'euros

Au 30 juin 2019, les charges et produits non courants s'élevaient à 3,2 millions d'euros et incluaient principalement :

- des charges liées aux restructurations pour 1,6 million d'euros
- des coûts d'acquisition à hauteur de 0,6 million d'euros
- d'autres coûts dont une provision liée au litige SNCF

Note n° 14 Information sectorielle

En millions d'euros	Advanced Material (AM)		Electrical Power (EP)		Total des activités poursuivies	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
Ventes externes	248,2	278,1	181,8	205,6	430,0	483,7
Répartition du chiffre d'affaires	57,7 %	57,5 %	42,3 %	42,5 %	100,0 %	100,0 %
Résultat opérationnel courant sectoriel	31,7	41,6	11,3	20,3	43,0	61,9
Dépenses non allouées courantes					(8,3)	(8,3)
Marge opérationnelle courante sectorielle*	12,8 %	15,0 %	6,2 %	10,0 %		
Résultat opérationnel courant des activités poursuivies					34,7	53,6
Marge opérationnelle courante des activités poursuivies					8,1 %	11,1 %
Charges et produits non courants sectoriels	(4,6)	(2,1)	(0,4)	(0,1)	(5,0)	(2,2)
Résultat opérationnel sectoriel	27,1	39,5	10,9	20,2	38,0	59,7
Marge opérationnelle sectorielle*	10,9 %	14,2 %	6,0 %	9,8 %		
Marge EBITDA ⁽¹⁾	20,2 %	21,3 %	10,6 %	13,4 %	14,4 %	16,4 %
					Dépenses non allouées non courantes	0,1 (1,0)
					Résultat opérationnel des activités poursuivies	29,8 50,4
					Marge opérationnelle des activités poursuivies	6,9 % 10,4 %
					Résultat financier	(6,1) (6,1)
					Impôts courants et différés	(5,9) (10,6)
					Résultat net des activités poursuivies	17,8 33,7

* Marge opérationnelle sectorielle = résultat opérationnel / ventes externes sectorielles.

(1) L'EBITDA du Groupe correspond au solde «résultat opérationnel courant sectoriel» auquel s'ajoute la dotation aux amortissements sectoriels

Les activités du Groupe ne sont pas soumises à des effets de saisonnalité notable.

Note n° 15 Charges de personnel et effectifs

Les frais de personnel du Groupe (incluant charges sociales, provisions pour retraite et indemnités de départ) s'élèvent à 143,2 millions d'euros sur le premier semestre 2020 contre 146,8 millions d'euros en 2019.

À périmètre et changes constants, les frais de personnel, comprenant le personnel intérimaire, diminuent de 4,2 %.

Effectif fin de période des sociétés consolidées par zone géographique

Zone géographique	30 juin 2020	%	30 juin 2019	%
France	1 358	20 %	1 351	20 %
Europe hors France	1 064	16 %	1 009	15 %
Amérique du Nord	2 083	31 %	2 033	30 %
Asie	1 760	26 %	1 797	26 %
Reste du monde	551	8 %	637	9 %
TOTAL	6 816	100 %	6 827	100 %

Les effectifs à fin juin 2020 incluent 81 personnes supplémentaires en Europe dont 45 liées à l'acquisition de GAB Neumann et 36 à celle d'AGM Italy au second semestre 2019.

A périmètre constant, les effectifs diminuent de 92 personnes.

Note n° 16 Impôts

En millions d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019
Impôts courants sur les bénéfices	(4,8)	(8,1)
Impôts différés d'exploitation	(1,0)	(1,5)
Impôts de distribution	(0,1)	(1,0)
TOTAL IMPÔTS	(5,9)	(10,6)

Dans le Groupe, il existe :

- un groupe d'intégration fiscale en France ;
- un groupe d'intégration fiscale aux États-Unis ;
- deux groupes d'intégration fiscale en Allemagne ;
- un groupe d'intégration fiscale au Royaume-Uni (Group relief).

Le taux effectif s'établit à 25 % (contre 24 % à fin juin 2019).

Note n° 17 Résultat par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action est présenté ci-dessous :

Activités poursuivies et activités cédées	30 juin 2020	30 juin 2019
Numérateur Résultat net pour le calcul du résultat de base par action (résultat net de l'exercice en millions d'euros)	16,3	32,8
Dénominateur Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat de base par action	20 563 217	20 666 695
Effets des actions ordinaires dilutives : - options non exercées	575 708	769 991
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	21 138 925	21 436 686
Résultat de base par action (euros)	0,79	1,59
Résultat dilué par action (euros)	0,77	1,53

Note n° 18 Dividendes

Compte tenu du contexte économique et sanitaire mondial en constante évolution, le Conseil d'Administration a décidé de ne pas verser de dividendes au titre de 2019, afin de préserver une plus grande flexibilité financière pour l'avenir et de participer à l'effort de solidarité nécessaire.

Au titre de l'exercice 2018, le dividende par action distribué était de 0,95 euro.

Note n° 19 Engagements hors bilan

Au 30 juin 2020, les engagements hors bilan sont en légère diminution par rapport au 31 décembre 2019.

Note n° 20 Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a aucun événement postérieur à la clôture qui nécessite une modification de la valeur des actifs et passifs ou une indication complémentaire.

4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2020

Période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Mersen S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration le 30 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité, établi le 30 juillet 2020 par le conseil d'administration, commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 30 juillet 2020
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Catherine Porta
Associée

Paris La Défense, le 30 juillet 2020
Deloitte & Associés

Laurent Odobez
Associé

5 ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 30 juillet 2020

Luc Themelin
Directeur Général

MERSEN
TOUR EQHO
2, AVENUE GAMBETTA
CS 10077
F-92066 LA DÉFENSE CEDEX



EXPERT MONDIAL
DES SPÉCIALITÉS ÉLECTRIQUES
ET DES MATÉRIAUX AVANCÉS



WWW.MERSEN.COM